



# 4

## LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

<b>Présentation - Définitions</b>	42
<b>4-1</b> Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre	45
<b>4-2a</b> Les comptes des communes	46
<b>4-2b</b> Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants	47
<b>4-2c</b> Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus	48
<b>4-3</b> Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre	49
<b>4-4</b> Les comptes du secteur communal	50
<b>4-5</b> Les comptes des départements	51
<b>4-6</b> Les comptes des régions	52
<b>4-7a</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes	53
<b>4-7b</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type	54
<b>4-7c</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre	55
<b>4-8</b> Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions	56

## PRÉSENTATION

La situation financière des collectivités locales connaît une certaine amélioration en 2016.

Après plusieurs années de ralentissement, les dépenses de fonctionnement baissent en 2016 (- 0,1 %). C'est surtout le fait des communes, dans la continuité du ralentissement intervenu lors des deux exercices précédents, et en particulier des plus grandes d'entre elles. Les régions ont aussi réduit leurs dépenses de fonctionnement, mais pour elles, il s'agit plutôt d'une rupture par rapport aux années précédentes.

Malgré la baisse des dotations, les recettes de fonctionnement continuent globalement de progresser, bien que modérément (+ 0,5 %). C'est le cas en particulier pour les départements grâce au dynamisme de leurs recettes fiscales. En revanche, les recettes des communes et des régions baissent. L'épargne brute de l'ensemble des collectivités locales se renforce légèrement en 2016 (+ 4,6 %) ; la hausse concerne surtout les départements, après plusieurs années de baisse, tandis que l'épargne brute du secteur communal diminue.

Les investissements diminuent en 2016 pour la troisième année consécutive, mais de façon moins marquée qu'en 2014 et en 2015 (- 3,0 %, après - 7,7 % et - 8,4 %). Cette baisse concerne tous les niveaux de collectivités. Pour les communes, elle est le fait des plus grandes d'entre elles.

L'encours de la dette augmente encore en 2016 (+ 1,9 %) mais cette croissance est plus faible que les années précédentes. Pour les départements, il est même en très légère diminution. La capacité de désendettement des collectivités locales (encours de dette rapportée à l'épargne brute) s'améliore pour les départements, du fait de l'augmentation de leur épargne brute, mais continue de se dégrader pour les régions et pour les groupements de communes.

La déclinaison des principaux ratios financiers obligatoires prévus par le CGCT fournit des éléments de comparaison pour chaque niveau de collectivité locale (voir définitions des ratios financiers page suivante). Même pour des communes de tailles semblables, il subsiste d'importantes disparités dans les dépenses de fonctionnement par habitant. D'autres facteurs que la taille des communes interviennent donc, notamment l'effet des charges auxquelles elles sont soumises. Ainsi, les dépenses de fonctionnement par « habitant DGF » sont, en moyenne, plus élevées pour les communes touristiques de montagne que pour les autres communes. Leurs dépenses d'entretien (des routes, des monuments, des réseaux d'eau et d'électricité, des bois et forêts, etc.) sont plus importantes que pour les autres communes dont les populations utilisent moins intensément ces services. L'écart est particulièrement important pour les plus petites communes. Pour les autres communes de montagne, même sans équipements touristiques, l'entretien des voiries, des véhicules ou des bâtiments, de même que les consommations d'électricité, sont légèrement plus coûteux que pour les communes ni touristiques ni de montagne. Plus les communes sont grandes, plus ces écarts diminuent.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

*Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales, Les finances des collectivités locales en 2017, septembre 2017.*

*« Les finances des collectivités locales en 2016 et 2017 », Bis n° 118, DGCL, août 2017.*

*Publications relatives à l'exploitation des comptes de gestion des communes, des régions et des départements.*

*Publications relatives à l'exploitation des budgets primitifs des régions et des départements.*

*Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFIP).*

*Tous ces documents sont disponibles sur le site : [www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales)*

## DÉFINITIONS

### ► Capacité de désendettement

Cet indicateur (dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela son épargne brute ? Un indicateur qui augmente indique donc une situation qui se dégrade.

### ► Les ratios financiers obligatoires

Pour les communes de 3500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L.2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent onze ratios définis à l'article R.2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L.4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

**À noter :** Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

**Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population :** montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

**Ratio 2 = Produit des impositions directes/population** (recettes hors fiscalité reversée).

**Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population.** En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

**Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population :** montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

**Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population :** dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

**Ratio 5 = Dette/population :** capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

**Ratio 6 = DGF/population :** recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

**Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF :** mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

**Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette)/RRF :** capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

**Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement :** effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

**Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement :** mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

### ► Population « municipale », « comptée à part », « totale », et population « DGF »

Dans le recensement de la population, la « population totale » est égale à la « population municipale » augmentée de la « population comptée à part », c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple, les étudiants). Pour le calcul des dotations on inclut ces habitants comptés à part ; on considère en effet que ces personnes pèsent sur le budget de fonctionnement de la commune même si elles résident habituellement dans une autre commune.

Pour tenir compte des conditions particulières de certaines communes, qui pèsent sur leur fonctionnement, cette population totale est, en plus, majorée en fonction de deux critères particuliers. Il ne s'agit plus d'habitants « réels » recensés, mais d'une attribution forfaitaire exprimée en nombre d'habitants par commodité de calcul.

- majoration en fonction du nombre de résidences secondaires : la population totale issue du recensement est forfaitairement majorée d'un habitant par résidence secondaire. Elles sont particulièrement nombreuses dans les zones touristiques. Cela aboutit à majorer la population nationale à ce titre d'un forfait de plus de 3 millions « d'habitants ».

- majoration pour places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage. Selon la même logique, la population totale est majorée d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage. La majoration de population est portée à deux habitants par place de caravane pour les communes éligibles l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine (DSU) ou à la première fraction (bourg-centre) de la dotation de solidarité rurale (DSR). Les caravanes de campings dans le cadre de l'hôtellerie de plein air ne sont pas concernées.

Une fois effectuées ces deux majorations de la population totale, on obtient une population forfaitaire, dite « population DGF », car utilisée pour calculer la principale dotation que lui verse l'État pour son fonctionnement, la dotation globale de fonctionnement (DGF). Dans les tableaux du chapitre 4.7b, les ratios relatifs aux communes touristiques sont calculés par rapport à la population DGF. Les ratios des autres chapitres sont calculés par rapport à la population totale.

### ► Les communes touristiques

Au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans

la dotation globale de fonctionnement. La dotation touristique se fonde sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

- les communes touristiques du littoral maritime (source : service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère en charge de l'environnement);
- les communes touristiques de montagne, repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'Agriculture (cf. ci-dessous). Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (source : ministère chargé de l'agriculture);

– les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver », définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques (source : service d'études d'aménagement touristique de la montagne, 2005).

► **Les communes classées en zone de montagne**

Le classement des communes en zone de montagne repose sur les dispositions du règlement n° 1257/1999 du Conseil de l'UE du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural et plus particulièrement sur son article 18 pour la montagne, et la directive 76/401/CEE du Conseil du 6 avril 1976 (détermination précise des critères pour le classement en France en zone de montagne).

## Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre - Opérations réelles (en milliards d'euros)

	2014	2015/2014	2015	2016/2015	2016 <sup>(a)</sup>
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>166,73</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>168,79</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>168,61</b>
Achats et charges externes	30,81	- 1,4 %	30,38	- 1,5 %	29,91
Frais de personnel	58,98	+ 1,9 %	60,12	+ 0,9 %	60,68
Charges financières	4,57	+ 0,8 %	4,60	- 4,3 %	4,40
Dépenses d'intervention	67,12	+ 2,0 %	68,44	- 0,1 %	68,36
Autres dépenses de fonctionnement	5,26	+ 0,1 %	5,26	+ 0,0 %	5,26
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>193,52</b>	<b>+ 1,3 %</b>	<b>196,05</b>	<b>+ 0,5 %</b>	<b>197,11</b>
Impôts et taxes	119,16	+ 5,0 %	125,12	+ 3,0 %	128,90
- Impôts locaux	76,84	+ 4,3 %	80,15	+ 2,5 %	82,19
- Autres impôts et taxes	42,32	+ 6,3 %	44,97	+ 3,9 %	46,71
Concours de l'État	49,25	- 9,0 %	44,82	- 8,0 %	41,21
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	39,99	- 8,6 %	36,55	- 9,0 %	33,27
- Autres dotations	2,51	- 35,8 %	1,61	- 0,3 %	1,61
- Péréquations et compensations fiscales	6,74	- 1,3 %	6,66	- 4,9 %	6,33
Subventions reçues et participations	9,61	+ 9,0 %	10,47	+ 3,2 %	10,81
Ventes de biens et services	8,16	+ 4,7 %	8,54	+ 4,1 %	8,89
Autres recettes de fonctionnement	7,34	- 3,2 %	7,10	+ 2,8 %	7,30
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>26,79</b>	<b>+ 1,7 %</b>	<b>27,25</b>	<b>+ 4,6 %</b>	<b>28,50</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>14,18</b>	<b>- 1,6 %</b>	<b>13,96</b>	<b>+ 8,0 %</b>	<b>15,07</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>51,17</b>	<b>- 8,4 %</b>	<b>46,89</b>	<b>- 3,0 %</b>	<b>45,49</b>
Dépenses d'équipement	35,68	- 11,4 %	31,62	- 0,9 %	31,34
Subventions d'équipement versées	13,14	- 5,1 %	12,47	- 5,9 %	11,73
Autres dépenses d'investissement	2,35	+ 19,7 %	2,81	- 13,9 %	2,42
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>20,05</b>	<b>+ 2,7 %</b>	<b>20,59</b>	<b>- 9,0 %</b>	<b>18,74</b>
FCTVA	5,33	- 5,0 %	5,06	- 8,1 %	4,65
Dotations et Subventions d'équipement	10,23	- 2,4 %	9,99	- 4,4 %	9,55
Autres recettes d'investissement	4,49	+ 23,3 %	5,54	- 18,1 %	4,53
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>217,90</b>	<b>- 1,0 %</b>	<b>215,69</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>214,10</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>213,57</b>	<b>+ 1,4 %</b>	<b>216,64</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>215,85</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 4,33</b>		<b>0,95</b>		<b>1,75</b>
Remboursements de dette (8)	12,60	+ 5,5 %	13,29	+ 1,0 %	13,43
Emprunts (9)	15,99	+ 1,6 %	16,24	- 12,1 %	14,28
Flux net de dette = (9) - (8)	3,39		2,95		0,86
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>230,50</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>228,98</b>	<b>- 0,6 %</b>	<b>227,53</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>229,56</b>	<b>+ 1,4 %</b>	<b>232,88</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>230,13</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,94		3,89		2,60
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>141,93</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>145,84</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>148,57</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,8 %	+ 0,1 pt	13,9 %	+ 0,6 pt	14,5 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	7,3 %	- 0,2 pt	7,1 %	+ 0,5 pt	7,6 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	73,3 %	+ 1,0 pt	74,4 %	+ 1,0 pt	75,4 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,3 ans	+ 0,1 an	5,4 ans	- 0,1 an	5,2 ans

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand paris (MGP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFIP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

# 4-2a Les comptes des communes

## Les comptes des communes - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

	2014	2015/2014	2015	2016/2015	2016
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>68,53</b>	<b>+ 0,3 %</b>	<b>68,70</b>	<b>- 1,5 %</b>	<b>67,70</b>
Achats et charges externes	17,00	- 1,8 %	16,70	- 2,1 %	16,35
Frais de personnel	36,43	+ 1,4 %	36,94	- 0,0 %	36,93
Charges financières	2,28	+ 1,6 %	2,32	- 8,9 %	2,11
Dépenses d'intervention	10,10	- 1,9 %	9,91	- 4,3 %	9,48
Autres dépenses de fonctionnement	2,71	+ 4,7 %	2,84	- 0,5 %	2,83
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>79,14</b>	<b>+ 0,9 %</b>	<b>79,84</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>78,85</b>
Impôts et taxes	48,60	+ 3,3 %	50,19	+ 0,6 % <sup>(a)</sup>	51,12
– Impôts locaux	42,43	+ 3,2 %	43,79	+ 0,3 % <sup>(a)</sup>	44,51
(dont : fiscalité reversée)	9,89	- 0,6 %	9,82	- 2,3 % <sup>(a)</sup>	10,79
– Autres impôts et taxes	6,17	+ 3,9 %	6,41	+ 3,1 %	6,61
Concours de l'État	18,20	- 7,4 %	16,86	- 8,5 % <sup>(a)</sup>	14,64
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	15,77	- 8,4 %	14,45	- 8,4 % <sup>(a)</sup>	12,43
– Autres dotations	0,19	- 3,8 %	0,18	+ 4,3 %	0,19
– Péréquations et compensations fiscales	2,24	- 0,6 %	2,23	- 9,3 %	2,02
Subventions reçues et participations	3,26	+ 13,2 %	3,69	+ 2,3 %	3,77
Ventes de biens et services	5,32	+ 4,6 %	5,56	+ 3,6 %	5,76
Autres recettes de fonctionnement	3,77	- 6,0 %	3,55	+ 0,4 %	3,56
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>10,61</b>	<b>+ 5,0 %</b>	<b>11,14</b>	<b>+ 0,1 %</b>	<b>11,15</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>4,69</b>	<b>+ 6,7 %</b>	<b>5,01</b>	<b>- 1,9 %</b>	<b>4,91</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>22,10</b>	<b>- 12,6 %</b>	<b>19,32</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>19,29</b>
Dépenses d'équipement	19,88	- 14,2 %	17,06	+ 0,6 %	17,15
Subventions d'équipement versées	1,39	- 18,1 %	1,13	+ 3,2 %	1,17
Autres dépenses d'investissement	0,83	+ 35,8 %	1,13	- 14,3 %	0,97
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>10,99</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>11,10</b>	<b>- 8,9 %</b>	<b>10,11</b>
FCTVA	2,97	- 4,3 %	2,84	- 12,1 %	2,50
Dotations et Subventions d'équipement	5,33	- 5,6 %	5,03	- 6,2 %	4,72
Autres recettes d'investissement	2,70	+ 19,6 %	3,23	- 10,2 %	2,90
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>90,63</b>	<b>- 2,9 %</b>	<b>88,02</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>86,99</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>90,13</b>	<b>+ 0,9 %</b>	<b>90,94</b>	<b>- 2,2 %</b>	<b>88,97</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 0,49</b>		<b>2,92</b>		<b>1,98</b>
Remboursements de dette (8)	5,92	+ 3,6 %	6,13	+ 1,8 %	6,24
Emprunts (9)	6,19	- 0,5 %	6,16	- 8,7 %	5,62
Flux net de dette = (9) - (8)	0,27		0,02		- 0,62
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>96,54</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>94,16</b>	<b>- 1,0 %</b>	<b>93,23</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>96,32</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>97,10</b>	<b>- 2,6 %</b>	<b>94,59</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,22		2,94		1,36
<b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>63,53</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>64,29</b>	<b>+ 0,7 %</b>	<b>64,74</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	13,4 %	+ 0,5 pt	14,0 %	+ 0,2 pt	14,1 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	5,9 %	+ 0,3 pt	6,3 %	- 0,0 pt	6,2 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	80,3 %	+ 0,2 pt	80,5 %	+ 1,6 pt	82,1 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	6,0 ans	- 0,2 an	5,8 ans	+ 0,0 an	5,8 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant, c'est-à-dire hors communes concernées par la métropole du grand Paris.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFiP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants - Opérations réelles (en milliards d'euros)

	2014	2015/2014	2015	2016/2015	2016
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>25,09</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>25,29</b>	<b>- 1,1 %</b>	<b>25,01</b>
Achats et charges externes	7,52	- 0,6 %	7,48	- 1,4 %	7,37
Frais de personnel	11,90	+ 1,7 %	12,10	+ 0,4 %	12,15
Charges financières	0,94	+ 2,0 %	0,95	- 9,7 %	0,86
Dépenses d'intervention	3,21	- 0,9 %	3,18	- 3,3 %	3,07
Autres dépenses de fonctionnement	1,52	+ 3,4 %	1,57	- 1,2 %	1,56
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>30,66</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>30,90</b>	<b>- 0,8 %</b>	<b>30,66</b>
Impôts et taxes	17,75	+ 2,8 %	18,25	+ 1,2 % <sup>(a)</sup>	18,48
– Impôts locaux	15,94	+ 3,1 %	16,42	+ 0,9 % <sup>(a)</sup>	16,57
(dont : fiscalité reversée)	3,24	- 1,1 %	3,20	+ 1,7 % <sup>(a)</sup>	3,28
– Autres impôts et taxes	1,82	+ 0,8 %	1,83	+ 4,4 %	1,91
Concours de l'État	7,74	- 7,0 %	7,20	- 8,7 % <sup>(a)</sup>	6,57
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	6,53	- 7,9 %	6,01	- 8,5 % <sup>(a)</sup>	5,50
– Autres dotations	0,08	- 1,6 %	0,08	- 3,0 %	0,07
– Péréquations et compensations fiscales	1,14	- 2,0 %	1,11	- 10,3 %	1,00
Subventions reçues et participations	1,20	+ 14,4 %	1,37	+ 4,9 %	1,44
Ventes de biens et services	2,15	+ 4,6 %	2,25	+ 2,3 %	2,30
Autres recettes de fonctionnement	1,81	+ 0,2 %	1,82	+ 2,5 %	1,86
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>5,57</b>	<b>+ 0,6 %</b>	<b>5,61</b>	<b>+ 0,6 %</b>	<b>5,64</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>3,06</b>	<b>- 2,6 %</b>	<b>2,98</b>	<b>+ 2,1 %</b>	<b>3,04</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>10,42</b>	<b>- 12,2 %</b>	<b>9,15</b>	<b>+ 2,1 %</b>	<b>9,34</b>
Dépenses d'équipement	9,89	- 13,1 %	8,59	+ 1,7 %	8,74
Subventions d'équipement versées	0,29	+ 2,6 %	0,30	+ 0,6 %	0,30
Autres dépenses d'investissement	0,24	+ 7,5 %	0,26	+ 19,6 %	0,31
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>5,14</b>	<b>+ 2,2 %</b>	<b>5,25</b>	<b>- 6,2 %</b>	<b>4,92</b>
FCTVA	1,46	- 1,1 %	1,44	- 12,8 %	1,26
Dotations et Subventions d'équipement	2,83	- 1,2 %	2,79	- 4,2 %	2,68
Autres recettes d'investissement	0,85	+ 19,1 %	1,01	- 2,5 %	0,99
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>35,51</b>	<b>- 3,0 %</b>	<b>34,44</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>34,36</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>35,80</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>36,15</b>	<b>- 1,6 %</b>	<b>35,58</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>0,29</b>		<b>1,71</b>		<b>1,22</b>
Remboursements de dette (8)	2,51	+ 4,5 %	2,63	- 1,0 %	2,60
Emprunts (9)	2,09	+ 16,4 %	2,43	- 14,8 %	2,07
Flux net de dette = (9) - (8)	- 0,42		- 0,19		- 0,53
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>38,02</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>37,07</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>36,96</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>37,89</b>	<b>+ 1,8 %</b>	<b>38,58</b>	<b>- 2,4 %</b>	<b>37,65</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,13		1,51		0,69
<b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>	<b>24,17</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>24,07</b>	<b>- 1,3 %</b>	<b>23,75</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,2 %	- 0,0 pt	18,1 %	+ 0,3 pt	18,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,0 %	- 0,3 pt	9,6 %	+ 0,3 pt	9,9 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	78,8 %	- 1,0 pt	77,9 %	- 0,4 pt	77,5 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,3 ans	- 0,0 an	4,3 ans	- 0,1 an	4,2 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant, c'est-à-dire hors communes concernées par la métropole du grand Paris.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

# 4-2c Les comptes des communes

## Les comptes des communes de 10.000 habitants et plus - Opérations réelles (en milliards d'euros)

	2014	2015/2014	2015	2016/2015	2016
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>43,44</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>43,41</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>42,68</b>
Achats et charges externes	9,48	- 2,7 %	9,22	- 2,6 %	8,98
Frais de personnel	24,53	+ 1,2 %	24,83	- 0,2 %	24,78
Charges financières	1,34	+ 1,3 %	1,36	- 8,4 %	1,25
Dépenses d'intervention	6,89	- 2,4 %	6,73	- 4,8 %	6,41
Autres dépenses de fonctionnement	1,19	+ 6,4 %	1,27	+ 0,3 %	1,27
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>48,48</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>48,95</b>	<b>- 1,5 %</b>	<b>48,20</b>
Impôts et taxes	30,84	+ 3,5 %	31,94	+ 0,1 % <sup>(a)</sup>	32,64
– Impôts locaux	26,50	+ 3,3 %	27,36	- 0,2 % <sup>(a)</sup>	27,94
(dont : fiscalité reversée)	6,65	- 0,4 %	6,62	- 4,7 % <sup>(a)</sup>	7,51
– Autres impôts et taxes	4,35	+ 5,2 %	4,58	+ 2,6 %	4,69
Concours de l'État	10,46	- 7,7 %	9,66	- 8,3 % <sup>(a)</sup>	8,07
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	9,24	- 8,7 %	8,44	- 8,4 % <sup>(a)</sup>	6,93
– Autres dotations	0,11	- 5,4 %	0,11	+ 9,5 %	0,12
– Péréquations et compensations fiscales	1,11	+ 0,7 %	1,11	- 8,2 %	1,02
Subventions reçues et participations	2,06	+ 12,6 %	2,32	+ 0,7 %	2,33
Ventes de biens et services	3,17	+ 4,5 %	3,31	+ 4,5 %	3,46
Autres recettes de fonctionnement	1,96	- 11,8 %	1,73	- 1,8 %	1,70
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>5,04</b>	<b>+ 9,8 %</b>	<b>5,53</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>5,51</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>1,63</b>	<b>+ 24,2 %</b>	<b>2,03</b>	<b>- 7,7 %</b>	<b>1,87</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>11,68</b>	<b>- 12,9 %</b>	<b>10,17</b>	<b>- 2,2 %</b>	<b>9,95</b>
Dépenses d'équipement	9,99	- 15,3 %	8,46	- 0,5 %	8,42
Subventions d'équipement versées	1,10	- 23,6 %	0,84	+ 4,1 %	0,87
Autres dépenses d'investissement	0,59	+ 47,2 %	0,87	- 24,3 %	0,66
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>5,86</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>5,85</b>	<b>- 11,2 %</b>	<b>5,19</b>
FCTVA	1,51	- 7,3 %	1,40	- 11,4 %	1,24
Dotations et Subventions d'équipement	2,50	- 10,6 %	2,23	- 8,7 %	2,04
Autres recettes d'investissement	1,85	+ 19,9 %	2,21	- 13,6 %	1,91
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>55,12</b>	<b>- 2,8 %</b>	<b>53,58</b>	<b>- 1,8 %</b>	<b>52,63</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>54,34</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>54,80</b>	<b>- 2,6 %</b>	<b>53,39</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 0,78</b>		<b>1,21</b>		<b>0,76</b>
Remboursements de dette (8)	3,41	+ 2,9 %	3,51	+ 3,8 %	3,64
Emprunts (9)	4,10	- 9,2 %	3,72	- 4,7 %	3,55
Flux net de dette = (9) - (8)	0,69		0,22		- 0,09
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>58,53</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>57,09</b>	<b>- 1,4 %</b>	<b>56,27</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>58,44</b>	<b>+ 0,1 %</b>	<b>58,52</b>	<b>- 2,7 %</b>	<b>56,94</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,09		1,43		0,67
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>	<b>39,35</b>	<b>+ 2,2 %</b>	<b>40,22</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>40,98</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,4 %	+ 0,9 pt	11,3 %	+ 0,1 pt	11,4 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	3,4 %	+ 0,8 pt	4,1 %	- 0,3 pt	3,9 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	81,2 %	+ 1,0 pt	82,2 %	+ 2,9 pt	85,0 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	7,8 ans	- 0,5 an	7,3 ans	+ 0,2 an	7,4 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant, c'est-à-dire hors communes concernées par la métropole du grand Paris.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFiP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.



## Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre - Opérations réelles (en milliards d'euros)

	2014	2015/2014 à champ constant (a)	2015 (b)	2016/2015	2016 (b)
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>21,08</b>	<b>+ 1,7 %</b>	<b>22,61</b>	<b>+ 3,7 %</b>	<b>23,45</b>
Achats et charges externes	6,20	+ 0,1 %	6,25	+ 1,3 %	6,33
Frais de personnel	7,21	+ 5,3 %	7,75	+ 6,8 %	8,28
Charges financières	0,72	- 0,4 %	0,75	+ 11,9 %	0,84
Dépenses d'intervention	5,64	- 0,1 %	6,56	+ 1,2 %	6,63
Autres dépenses de fonctionnement	1,31	- 1,5 %	1,30	+ 5,0 %	1,36
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>25,80</b>	<b>+ 2,3 %</b>	<b>27,64</b>	<b>+ 2,2 %</b>	<b>28,26</b>
Impôts et taxes	12,88	+ 6,8 %	14,68	+ 6,5 % <sup>(c)</sup>	15,09
- Impôts locaux	8,40	+ 12,6 %	9,94	+ 8,2 % <sup>(c)</sup>	10,15
- Autres impôts et taxes	4,48	- 3,9 %	4,73	+ 4,4 %	4,94
Concours de l'État	8,69	- 6,7 %	8,33	- 8,5 % <sup>(c)</sup>	8,42
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	7,16	- 8,7 %	6,74	- 9,0 % <sup>(c)</sup>	6,94
- Autres dotations	0,04	+ 0,6 %	0,04	- 8,9 %	0,03
- Péréquations et compensations fiscales	1,50	+ 2,5 %	1,55	- 7,2 %	1,44
Subventions reçues et participations	1,14	+ 7,2 %	1,26	- 6,7 %	1,18
Ventes de biens et services	2,36	+ 6,4 %	2,53	+ 4,5 %	2,64
Autres recettes de fonctionnement	0,72	+ 10,0 %	0,84	+ 10,2 %	0,93
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>4,72</b>	<b>+ 5,1 %</b>	<b>5,02</b>	<b>- 4,4 %</b>	<b>4,80</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>2,86</b>	<b>+ 0,5 %</b>	<b>2,93</b>	<b>- 7,3 %</b>	<b>2,72</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>8,97</b>	<b>- 8,2 %</b>	<b>8,20</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>8,06</b>
Dépenses d'équipement	6,47	- 11,4 %	5,68	- 2,9 %	5,52
Subventions d'équipement versées	1,67	- 4,1 %	1,65	+ 3,3 %	1,70
Autres dépenses d'investissement	0,82	+ 9,1 %	0,86	- 3,6 %	0,83
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>3,57</b>	<b>+ 1,6 %</b>	<b>3,57</b>	<b>- 9,9 %</b>	<b>3,21</b>
FCTVA	0,89	- 10,5 %	0,79	- 5,3 %	0,75
Dotations et Subventions d'équipement	1,74	+ 0,6 %	1,74	- 7,7 %	1,61
Autres recettes d'investissement	0,93	+ 15,4 %	1,03	- 17,2 %	0,85
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>30,04</b>	<b>- 1,2 %</b>	<b>30,81</b>	<b>+ 2,3 %</b>	<b>31,51</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>29,37</b>	<b>+ 2,2 %</b>	<b>31,20</b>	<b>+ 0,8 %</b>	<b>31,47</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 0,68</b>		<b>0,39</b>		<b>- 0,04</b>
Remboursements de dette (8)	1,86	+ 12,4 %	2,09	- 0,4 %	2,08
Emprunts (9)	2,36	+ 1,3 %	2,33	- 1,1 %	2,30
Flux net de dette = (9) - (8)	0,50		0,24		0,22
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>31,91</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>32,90</b>	<b>+ 2,1 %</b>	<b>33,59</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>31,73</b>	<b>+ 2,2 %</b>	<b>33,53</b>	<b>+ 0,7 %</b>	<b>33,77</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,18		0,63		0,18
<b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(d)</sup></b>	<b>22,76</b>	<b>+ 0,3 %</b>	<b>23,45</b>	<b>+ 2,6 %</b>	<b>24,05</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,3 %	+ 0,5 pt	18,2 %	- 0,0 pt	17,0 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	11,1 %	- 0,2 pt	10,6 %	- 0,0 pt	9,6 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	88,2 %	- 1,7 pt	84,8 %	+ 0,0 pt	85,1 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,8 ans	- 0,2 an	4,7 ans	+ 0,3 an	5,0 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors CU de Lyon et hors métropole de Lyon.

(b) Y compris métropole de Lyon (2015 et 2016), métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP (2016).

(c) Évolution calculée à périmètre constant, c'est-à-dire hors communes concernées par la métropole du grand Paris.

(d) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

	2014	2015/2014 à champ constant (a)	2015 (b)	2016/2015	2016 (b)
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>89,60</b>	<b>+ 0,6 %</b>	<b>91,32</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>91,15</b>
Achats et charges externes	23,20	- 1,3 %	22,96	- 1,2 %	22,69
Frais de personnel	43,64	+ 2,0 %	44,69	+ 1,2 %	45,21
Charges financières	3,00	+ 1,1 %	3,07	- 3,8 %	2,95
Dépenses d'intervention	15,74	- 1,3 %	16,47	- 2,1 %	16,11
Autres dépenses de fonctionnement	4,02	+ 2,7 %	4,14	+ 1,2 %	4,19
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>104,94</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>107,48</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>107,11</b>
Impôts et taxes	61,47	+ 4,0 %	64,87	+ 2,1 %	66,21
– Impôts locaux	50,83	+ 4,7 %	53,73	+ 1,7 %	54,66
– Autres impôts et taxes	10,64	+ 0,7 %	11,14	+ 3,7 %	11,55
Concours de l'État	26,89	- 7,2 %	25,19	- 8,5 %	23,06
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	22,92	- 8,5 %	21,19	- 8,6 %	19,37
– Autres dotations	0,23	- 3,1 %	0,22	+ 2,1 %	0,23
– Péréquations et compensations fiscales	3,74	+ 0,6 %	3,78	- 8,4 %	3,46
Subventions reçues et participations	4,40	+ 11,7 %	4,95	- 0,0 %	4,95
Ventes de biens et services	7,68	+ 5,1 %	8,08	+ 3,9 %	8,40
Autres recettes de fonctionnement	4,49	- 3,5 %	4,39	+ 2,3 %	4,49
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>15,33</b>	<b>+ 5,0 %</b>	<b>16,16</b>	<b>- 1,3 %</b>	<b>15,95</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>7,55</b>	<b>+ 4,4 %</b>	<b>7,94</b>	<b>- 3,9 %</b>	<b>7,63</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>31,07</b>	<b>- 11,4 %</b>	<b>27,52</b>	<b>- 0,6 %</b>	<b>27,35</b>
Dépenses d'équipement	26,35	- 13,5 %	22,74	- 0,3 %	22,67
Subventions d'équipement versées	3,06	- 10,6 %	2,78	+ 3,2 %	2,87
Autres dépenses d'investissement	1,65	+ 23,1 %	1,99	- 9,7 %	1,80
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>14,56</b>	<b>+ 1,1 %</b>	<b>14,66</b>	<b>- 9,1 %</b>	<b>13,33</b>
FCTVA	3,86	- 5,6 %	3,64	- 10,6 %	3,25
Dotations et Subventions d'équipement	7,07	- 4,1 %	6,77	- 6,6 %	6,32
Autres recettes d'investissement	3,63	+ 18,6 %	4,26	+ 11,9 %	3,75
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>120,67</b>	<b>- 2,5 %</b>	<b>118,83</b>	<b>- 0,3 %</b>	<b>118,50</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>119,50</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>122,15</b>	<b>- 1,4 %</b>	<b>120,43</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 1,17</b>		<b>3,31</b>		<b>1,94</b>
Remboursements de dette (8)	7,78	+ 5,6 %	8,22	+ 1,2 %	8,32
Emprunts (9)	8,55	- 0,1 %	8,48	- 6,6 %	7,92
Flux net de dette = (9) - (8)	0,77		0,26		- 0,40
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>128,45</b>	<b>- 2,0 %</b>	<b>127,06</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>126,82</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>128,05</b>	<b>+ 1,1 %</b>	<b>130,63</b>	<b>- 1,7 %</b>	<b>128,36</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,40		3,57		1,54
<b>Dettes au 31 décembre (12) (c)</b>	<b>86,28</b>	<b>+ 1,0 %</b>	<b>87,73</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>88,79</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	14,6 %	+ 0,5 pt	15,0 %	- 0,1 pt	14,9 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	7,2 %	+ 0,2 pt	7,4 %	- 0,3 pt	7,1 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	82,2 %	- 0,2 pt	81,6 %	+ 1,3 pt	82,9 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,6 ans	- 0,2 an	5,4 ans	+ 0,1 an	5,6 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors CU de Lyon et hors métropole de Lyon.

(b) Y compris métropole de Lyon (2015 et 2016), métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP (2016).

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFIP-Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des départements - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

	2014	2015/2014 à champ constant (a)	2015 (b)	2016/2015 à champ constant (c)	2016 (d)
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>59,29</b>	<b>+ 1,5 %</b>	<b>59,15</b>	<b>+ 0,1 %</b>	<b>58,31</b>
Achats et charges externes	5,57	- 3,6 %	5,34	- 4,6 %	5,03
Frais de personnel	12,15	+ 1,5 %	12,16	- 0,1 %	11,91
Charges financières	0,95	- 3,5 %	0,91	- 6,4 %	0,84
Dépenses d'intervention	39,71	+ 2,3 %	39,85	+ 1,1 %	39,70
Autres dépenses de fonctionnement	0,91	- 0,9 %	0,89	- 6,4 %	0,83
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>65,99</b>	<b>+ 1,2 %</b>	<b>65,63</b>	<b>+ 2,1 %</b>	<b>66,08</b>
Impôts et taxes	44,04	+ 4,9 %	45,26	+ 4,4 %	46,60
– Impôts locaux	21,37	+ 3,6 %	21,60	+ 4,8 %	22,47
– Autres impôts et taxes	22,68	+ 6,1 %	23,66	+ 4,0 %	24,13
(Dont : DMTO)	7,84	+ 16,2 %	8,85	+ 8,2 %	9,55
(TICPE)	6,49	- 0,2 %	6,37	+ 0,3 %	6,14
(TSCA)	6,74	+ 1,1 %	6,76	+ 2,2 %	6,86
Concours de l'État	14,41	- 7,9 %	13,03	- 7,9 %	11,78
– Dotations globales de fonctionnement (DGF)	11,80	- 8,9 %	10,53	- 9,7 %	9,32
– Autres dotations	0,43	+ 0,6 %	0,43	- 0,3 %	0,42
– Péréquations et compensations fiscales	2,18	- 4,1 %	2,07	- 0,2 %	2,05
Subventions reçues et participations	4,52	- 1,0 %	4,51	+ 6,5 %	4,75
Ventes de biens et services	0,45	- 2,5 %	0,43	+ 8,4 %	0,46
Autres recettes de fonctionnement	2,57	- 5,5 %	2,39	+ 4,9 %	2,49
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>6,70</b>	<b>- 1,0 %</b>	<b>6,49</b>	<b>+ 20,4 %</b>	<b>7,77</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>3,81</b>	<b>- 5,1 %</b>	<b>3,49</b>	<b>+ 32,0 %</b>	<b>4,60</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>10,82</b>	<b>- 8,0 %</b>	<b>9,77</b>	<b>- 5,7 %</b>	<b>9,12</b>
Dépenses d'équipement	6,39	- 8,1 %	5,78	- 3,3 %	5,52
Subventions d'équipement versées	4,17	- 8,3 %	3,74	- 8,7 %	3,39
Autres dépenses d'investissement	0,26	- 2,6 %	0,25	- 14,8 %	0,21
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>3,00</b>	<b>+ 2,3 %</b>	<b>3,02</b>	<b>- 12,5 %</b>	<b>2,59</b>
FCTVA	0,98	- 1,9 %	0,94	- 4,6 %	0,88
Dotations et subventions d'investissement	1,55	- 10,6 %	1,38	- 9,1 %	1,22
Autres recettes d'investissement	0,46	+ 57,2 %	0,69	- 29,7 %	0,48
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>70,12</b>	<b>- 0,0 %</b>	<b>68,92</b>	<b>- 0,7 %</b>	<b>67,43</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>68,99</b>	<b>+ 1,3 %</b>	<b>68,65</b>	<b>+ 1,5 %</b>	<b>68,67</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 1,13</b>		<b>- 0,27</b>		<b>1,25</b>
Remboursements de dette (8)	2,89	+ 4,3 %	3,00	+ 6,8 %	3,17
Emprunts (9)	3,88	- 5,3 %	3,63	- 20,9 %	2,83
Flux net de dette = (9) - (8)	0,99		0,63		- 0,34
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>73,01</b>	<b>+ 0,2 %</b>	<b>71,92</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>70,59</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>72,87</b>	<b>+ 0,9 %</b>	<b>72,28</b>	<b>+ 0,4 %</b>	<b>71,50</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,14		0,36		0,91
<b>Dettes au 31 décembre (12) (e)</b>	<b>33,64</b>	<b>+ 2,7 %</b>	<b>34,06</b>	<b>- 0,1 %</b>	<b>33,68</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	10,1 %	- 0,2 pt	9,9 %	+ 1,8 pt	11,8 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	5,8 %	- 0,4 pt	5,3 %	+ 1,6 pt	7,0 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	51,0 %	+ 0,7 pt	51,9 %	- 1,2 pt	51,0 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	5,0 ans	+ 0,2 an	5,3 ans	- 0,9 an	4,3 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors département du Rhône (et métropole de Lyon).

(b) Y compris département du Rhône (hors métropole de Lyon).

(c) Évolution calculée à périmètre constant c'est-à-dire hors Guyane et Martinique

(d) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Guyane et Martinique.

(e) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFIP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

# 4-6 Les comptes des régions

## Les comptes des régions - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

	2014	2015/2014	2015	2016/2015 à champ constant (a)	2016 (b)
<b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>	<b>17,83</b>	<b>+ 2,8 %</b>	<b>18,33</b>	<b>- 0,9 %</b>	<b>19,15</b>
Achats et charges externes	2,04	+ 1,9 %	2,08	+ 1,0 %	2,19
Frais de personnel	3,19	+ 2,7 %	3,27	+ 1,4 %	3,56
Charges financières	0,62	+ 2,0 %	0,63	- 3,8 %	0,61
Dépenses d'intervention	11,67	+ 3,9 %	12,12	- 1,8 %	12,54
Autres dépenses de fonctionnement	0,32	- 29,0 %	0,23	+ 6,1 %	0,25
<b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>	<b>22,59</b>	<b>+ 1,5 %</b>	<b>22,93</b>	<b>- 0,2 %</b>	<b>23,92</b>
Impôts et taxes	13,65	+ 9,8 %	14,99	+ 2,7 %	16,09
- Impôts locaux	4,64	+ 3,7 %	4,81	+ 1,0 %	5,05
- Autres impôts et taxes	9,01	+ 13,0 %	10,17	+ 3,5 %	11,04
- dont : Cartes grises	2,08	+ 0,5 %	2,09	+ 4,8 %	2,19
- dont : TICPE	4,24	+ 23,4 %	5,23	+ 1,0 %	5,54
Concours de l'État	7,95	- 17,1 %	6,59	- 7,0 %	6,37
- Dotations globales de fonctionnement (DGF)	5,27	- 8,5 %	4,82	- 9,2 %	4,58
- Autres dotations	1,85	- 48,2 %	0,96	- 1,4 %	0,97
- Péréquations et compensations fiscales	0,82	- 2,2 %	0,81	- 0,6 %	0,82
Subventions reçues et participations	0,69	+ 46,9 %	1,01	+ 3,1 %	1,11
Ventes de biens et services	0,02	+ 15,3 %	0,03	- 6,5 %	0,03
Autres recettes de fonctionnement	0,27	+ 15,4 %	0,32	- 5,6 %	0,32
<b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>	<b>4,76</b>	<b>- 3,2 %</b>	<b>4,61</b>	<b>+ 2,4 %</b>	<b>4,77</b>
<b>Épargne nette = (3) - (8)</b>	<b>2,83</b>	<b>- 10,4 %</b>	<b>2,53</b>	<b>+ 15,0 %</b>	<b>2,84</b>
<b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>	<b>9,28</b>	<b>+ 3,5 %</b>	<b>9,61</b>	<b>- 6,1 %</b>	<b>9,03</b>
Dépenses d'équipement	2,93	+ 5,6 %	3,10	+ 2,4 %	3,15
Subventions d'équipement versées	5,92	+ 0,5 %	5,95	- 8,3 %	5,47
Autres dépenses d'investissement	0,43	+ 31,0 %	0,56	- 28,0 %	0,41
<b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>	<b>2,49</b>	<b>+ 16,6 %</b>	<b>2,91</b>	<b>- 3,7 %</b>	<b>2,82</b>
FCTVA	0,48	- 0,1 %	0,48	+ 3,3 %	0,52
Dotations et subventions d'investissement	1,61	+ 14,2 %	1,84	+ 9,0 %	2,00
Autres recettes d'investissement	0,40	+ 46,8 %	0,58	- 48,6 %	0,30
<b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b>	<b>27,11</b>	<b>+ 3,1 %</b>	<b>27,93</b>	<b>- 2,7 %</b>	<b>28,18</b>
<b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>	<b>25,08</b>	<b>+ 3,0 %</b>	<b>25,84</b>	<b>- 0,6 %</b>	<b>26,74</b>
<b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>	<b>- 2,03</b>		<b>- 2,09</b>		<b>- 1,44</b>
Remboursements de dette (8)	1,93	+ 7,3 %	2,07	- 13,1 %	1,94
Emprunts (9)	3,56	+ 15,9 %	4,13	- 18,0 %	3,53
Flux net de dette = (9) - (8)	1,63		2,06		1,60
<b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>	<b>29,04</b>	<b>+ 3,3 %</b>	<b>30,01</b>	<b>- 3,4 %</b>	<b>30,11</b>
<b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>	<b>28,64</b>	<b>+ 4,6 %</b>	<b>29,97</b>	<b>- 3,0 %</b>	<b>30,27</b>
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	- 0,39		- 0,03		0,16
<b>Dettes au 31 décembre (12) (c)</b>	<b>22,01</b>	<b>+ 9,2 %</b>	<b>24,04</b>	<b>+ 6,9 %</b>	<b>26,10</b>
<b>Ratios</b>					
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	21,1 %	- 1,0 pt	20,1 %	+ 0,5 pt	20,0 %
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	12,5 %	- 1,5 pt	11,1 %	+ 1,7 pt	11,9 %
Taux d'endettement = (12) / (2)	97,5 %	+ 7,4 pt	104,8 %	+ 7,5 pt	109,1 %
Capacité de désendettement = (12) / (3)	4,6 ans	+ 0,6 an	5,2 ans	+ 0,2 an	5,5 ans

(a) Évolution calculée à périmètre constant (hors Guyane et Martinique).

(b) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGFiP - Comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles. Calculs DGCL.

Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

# Les ratios financiers obligatoires du secteur communal 4-7a

## Ratios financiers des communes par strate de population en 2016

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	959	505	655	1 136	256	913	185	54,9	92,6	22,5	80,4
France métropolitaine y compris Paris	995	514	668	1 168	264	966	184	54,2	93,2	22,6	82,7
Outre-mer	1 204	360	455	1 293	243	840	207	63,7	99,0	18,8	65,0
<b>France</b>	<b>1 002</b>	<b>510</b>	<b>662</b>	<b>1 172</b>	<b>263</b>	<b>962</b>	<b>185</b>	<b>54,5</b>	<b>93,4</b>	<b>22,5</b>	<b>82,1</b>
<b>Communes en France métropolitaine</b>											
Moins de 3 500 hab.	639	351	408	805	270	625	162	43,6	88,5	33,5	77,7
3 500 à 10 000 hab.	907	493	650	1 091	259	857	163	54,4	90,9	23,7	78,5
Moins de 10 000 hab.	734	402	493	906	266	707	163	48,3	89,5	29,3	78,0
10 000 hab. et plus hors Paris	1 214	623	837	1 396	244	1 146	210	59,4	94,8	17,5	82,1

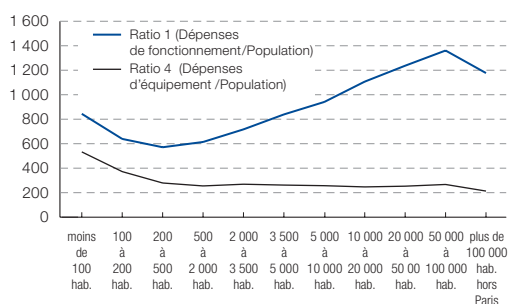
Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Communes en France métropolitaine	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 100 hab.	844	328	317	1 117	533	620	262	23,8	84,5	47,7	55,5
100 à 200 hab.	639	306	297	854	372	540	203	29,2	83,8	43,6	63,2
200 à 500 hab.	571	307	309	738	279	521	166	35,3	86,6	37,8	70,6
500 à 2 000 hab.	614	342	395	771	255	611	158	43,8	89,0	33,1	79,3
2 000 à 3 500 hab.	717	402	505	888	269	722	158	49,6	89,1	30,3	81,3
3 500 à 5 000 hab.	839	464	601	1 020	262	795	161	52,3	90,3	25,7	77,9
5 000 à 10 000 hab.	941	508	676	1 128	257	888	164	55,4	91,3	22,8	78,7
10 000 à 20 000 hab.	1 107	567	796	1 299	247	931	190	58,8	92,3	19,0	71,7
20 000 à 50 000 hab.	1 237	628	863	1 423	253	1 109	213	60,5	94,5	17,8	77,9
50 000 à 100 000 hab.	1 361	661	913	1 553	267	1 457	222	59,8	96,3	17,2	93,8
100 000 hab. et plus hors Paris	1 177	640	788	1 341	213	1 169	217	58,0	96,0	15,9	87,2

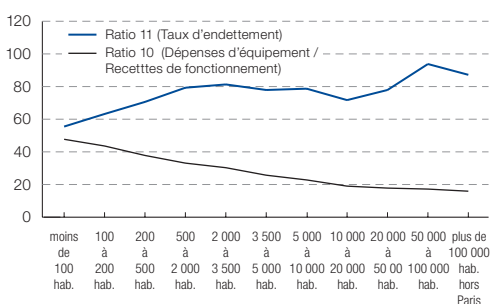
Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.  
Champ : France métropolitaine.

## Ratios financiers des communes par strate de population en 2016

en €/hab.



en %



Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Hors gestion active de la dette.  
Champ : France métropolitaine.

## Ratios financiers des communes en 2016 selon le type de communes et leur population

(France métropolitaine)	Nombre de communes	Ratio 1 €/h DGF	Ratio 2 €/h DGF	Ratio 2 bis €/h DGF	Ratio 3 €/h DGF	Ratio 4 €/h DGF	Ratio 5 €/h DGF	Ratio 6 €/h DGF	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
<b>Communes touristiques et de montagne</b>	<b>1 319</b>	<b>918</b>	<b>524</b>	<b>556</b>	<b>1 131</b>	<b>349</b>	<b>1 161</b>	<b>198</b>	<b>40,8</b>	<b>92,1</b>	<b>30,9</b>	<b>102,7</b>
Moins de 200 hab.	350	814	373	414	1 074	509	880	216	30,0	85,5	47,4	81,9
200 à 500 hab.	356	806	419	435	998	350	950	195	34,6	91,5	35,1	95,2
500 à 2000 hab.	445	901	510	529	1 114	365	1 191	205	36,3	93,6	32,7	106,8
2000 à 3500 hab.	100	949	573	609	1 162	351	1 135	200	42,2	91,4	30,2	97,6
3500 à 10 000 hab.	61	954	549	594	1 160	301	1 276	180	46,6	92,6	26,0	110,0
10 000 à 50 000 hab.	7	1 069	637	716	1 302	307	1 228	198	54,9	89,4	23,6	94,3
<b>Communes touristiques hors montagne</b>	<b>856</b>	<b>936</b>	<b>559</b>	<b>631</b>	<b>1 117</b>	<b>251</b>	<b>983</b>	<b>152</b>	<b>53,6</b>	<b>92,4</b>	<b>22,4</b>	<b>88,0</b>
Moins de 200 hab.	30	747	284	344	919	380	762	197	40,7	91,9	41,3	82,9
200 à 500 hab.	91	582	284	310	746	302	606	155	43,0	90,6	40,5	81,3
500 à 2000 hab.	314	640	365	385	791	256	583	164	47,0	89,4	32,3	73,7
2000 à 3500 hab.	160	754	442	491	912	259	789	165	49,9	91,7	28,4	86,4
3500 à 10 000 hab.	192	935	557	612	1 121	250	940	153	54,0	91,7	22,3	83,8
10 000 à 20 000 hab.	48	1 028	636	751	1 228	245	1 060	135	54,9	92,0	20,0	86,3
20 000 à 50 000 hab.	18	1 116	703	808	1 319	267	1 273	156	54,5	93,9	20,2	96,5
50 000 hab. et plus	3	1 241	642	754	1 370	178	1 560	137	59,7	98,3	13,0	113,8
<b>Communes de montagne non touristiques</b>	<b>4 844</b>	<b>752</b>	<b>377</b>	<b>489</b>	<b>934</b>	<b>283</b>	<b>826</b>	<b>172</b>	<b>48,7</b>	<b>89,7</b>	<b>30,3</b>	<b>88,4</b>
Moins de 200 hab.	1 905	681	271	275	911	469	621	251	31,1	84,4	51,5	68,2
200 à 500 hab.	1 392	603	317	313	797	337	649	191	37,5	85,2	42,3	81,4
500 à 2000 hab.	1 203	570	297	351	731	261	656	160	42,9	87,8	35,6	89,8
2000 à 3500 hab.	162	647	342	456	821	289	728	137	47,1	88,2	35,2	88,6
3500 à 10 000 hab.	140	835	438	611	1 034	272	924	140	52,1	90,4	26,3	89,4
10 000 à 20 000 hab.	32	1 021	497	745	1 201	244	1 130	173	55,5	93,9	20,3	94,1
20 000 hab. et plus	10	1 177	553	787	1 353	211	1 267	225	61,0	94,6	15,6	93,6
<b>Communes ni touristiques, ni de montagne</b>	<b>28 720</b>	<b>965</b>	<b>492</b>	<b>651</b>	<b>1 126</b>	<b>246</b>	<b>916</b>	<b>177</b>	<b>54,9</b>	<b>93,5</b>	<b>21,9</b>	<b>81,3</b>
Moins de 200 hab.	6 529	520	249	234	693	287	386	156	26,0	83,5	41,4	55,7
200 à 500 hab.	8 270	477	259	261	615	227	399	139	34,7	86,3	36,9	64,9
500 à 2000 hab.	9 595	546	305	358	685	225	514	141	44,6	88,7	32,8	75,0
2000 à 3500 hab.	1 818	650	361	467	807	243	631	145	50,6	88,6	30,1	78,2
3500 à 10 000 hab.	1 685	847	453	619	1 017	240	766	155	55,0	90,8	23,6	75,3
10 000 à 20 000 hab.	416	1 075	536	772	1 258	235	852	190	59,6	92,3	18,7	67,7
20 000 à 50 000 hab.	291	1 223	610	851	1 402	247	1 079	212	60,9	94,7	17,6	76,9
50 000 hab. et plus	116	1 337	652	853	1 491	270	1 421	207	55,7	97,5	18,1	95,3

Source : DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population DGF en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.

Hors gestion active de la dette.

Champ : France métropolitaine.

# Les ratios financiers obligatoires du secteur communal **4-7c**

## Ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre en 2016<sup>(a)</sup>

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine	324	318	142	395	86	341	100	37,5	89,5	21,7	86,4
Outre-Mer	359	181	103	403	52	200	59	21,8	93,1	13,0	49,6
<b>France</b>	<b>325</b>	<b>314</b>	<b>141</b>	<b>395</b>	<b>85</b>	<b>337</b>	<b>99</b>	<b>37,0</b>	<b>89,6</b>	<b>21,4</b>	<b>85,2</b>
<b>Groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup> (France)</b>											
Métropoles et communautés urbaines <sup>(a)</sup>	375	407	139	484	107	532	171	36,9	86,6	22,1	110,0
Communautés d'agglomération	353	326	151	422	78	365	105	36,7	91,0	18,4	86,5
Communautés de communes à FPU	277	272	129	326	78	184	56	38,3	90,5	24,1	56,5
Communautés de communes à FA	243	158	142	279	67	169	17	34,6	93,4	24,1	60,4

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

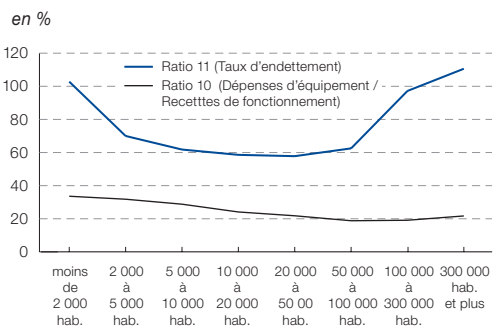
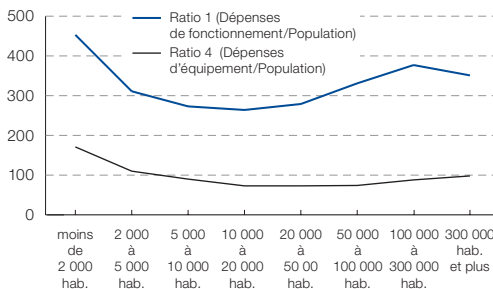
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Groupements de communes à fiscalité propre <sup>(a)</sup> (France)	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Moins de 2 000 hab.	453	274	235	510	171	524	40	36,1	98,4	33,6	102,8
2 000 à 5 000 hab.	311	227	165	345	110	241	35	34,0	99,6	31,8	70,0
5 000 à 10 000 hab.	273	209	139	312	90	193	36	36,7	93,6	28,8	61,8
10 000 à 20 000 hab.	264	224	129	302	73	177	42	37,8	93,6	24,1	58,6
20 000 à 50 000 hab.	279	269	139	333	73	192	54	39,2	89,0	21,8	57,8
50 000 à 100 000 hab.	331	301	142	391	74	244	86	40,1	89,8	18,8	62,5
100 000 à 300 000 hab.	377	336	174	459	88	446	111	35,9	90,6	19,1	97,2
300 000 hab. et plus <sup>(a)</sup>	351	403	118	451	98	499	170	35,2	86,7	21,7	110,6

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

## Ratios financiers R1, R4, R10 et R11 des groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup> par strate de population en 2016 en €/hab.



Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

## Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2016

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
France métropolitaine hors Paris	877	327	355	1 000	89	539	143	20,8	92,7	8,9	53,9
France métropolitaine y compris Paris	878	336	348	998	86	520	138	20,4	92,8	8,6	52,1
Outre-mer	1 525	182	197	1 653	100	357	345	21,6	96,8	6,1	21,6
<b>France</b>	<b>893</b>	<b>333</b>	<b>344</b>	<b>1 013</b>	<b>86</b>	<b>516</b>	<b>143</b>	<b>20,4</b>	<b>93,0</b>	<b>8,5</b>	<b>51,0</b>
<b>France métropolitaine</b>											
Moins de 250 000 hab.	1 036	311	366	1 189	127	661	247	25,5	92,6	10,7	55,6
250 000 à 500 000 hab.	929	311	351	1 049	93	577	172	22,3	93,7	8,9	55,0
500 000 à 1 000 000 hab.	820	301	330	932	82	491	140	20,5	92,9	8,7	52,6
Plus de 1 000 000 hab. hors Paris	879	352	371	1 005	87	544	124	19,7	92,3	8,7	54,1

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.  
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

## Ratios financiers des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques (CTU) en 2016

	Ratio 1 €/h	Ratio 2 €/h	Ratio 2 bis €/h	Ratio 3 €/h	Ratio 4 €/h	Ratio 5 €/h	Ratio 6 €/h	Ratio 7 %	Ratio 9 %	Ratio 10 %	Ratio 11 %
Auvergne-Rhône-Alpes	249	74	78	313	27	316	77	16,2	85,8	8,5	100,6
Bourgogne-Franche-Comté	286	64	79	359	31	209	84	18,8	84,9	8,7	58,2
Bretagne	221	56	65	305	29	267	61	20,1	88,4	9,5	87,7
Centre-Val de Loire	267	67	77	344	40	260	75	16,9	83,6	11,5	75,7
Corse	1 457	51	30	1 683	257	1 886	55	13,1	88,3	15,3	112,1
Grand Est	281	63	73	345	27	418	81	17,1	89,8	8,0	120,9
Hauts-de-France	324	58	82	376	41	490	78	18,5	93,2	10,9	130,5
Normandie	275	61	89	348	22	140	63	20,3	83,7	6,4	40,3
Nouvelle-Aquitaine	266	57	70	329	43	307	70	20,2	88,0	13,0	93,3
Occitanie	268	58	81	364	75	279	66	17,4	76,9	20,6	76,5
Pays de la Loire	214	64	67	289	32	419	55	16,9	82,7	11,0	144,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	259	63	77	327	33	490	65	19,3	88,8	10,2	150,0
<b>France métropolitaine sauf Île-de-France</b>	<b>274</b>	<b>63</b>	<b>76</b>	<b>345</b>	<b>39</b>	<b>352</b>	<b>71</b>	<b>18,0</b>	<b>86,4</b>	<b>11,2</b>	<b>102,1</b>
Île-de-France	220	123	62	284	43	460	46	15,7	90,3	15,2	162,1
<b>France métropolitaine</b>	<b>264</b>	<b>74</b>	<b>73</b>	<b>334</b>	<b>40</b>	<b>372</b>	<b>66</b>	<b>17,7</b>	<b>87,0</b>	<b>11,8</b>	<b>111,6</b>
Guadeloupe	529	34	49	687	174	722	25	24,6	86,2	25,3	105,1
Guyane	1 923	262	343	2 033	160	697	220	28,1	98,0	7,9	34,3
Martinique	2 188	280	337	2 302	305	1 429	432	23,7	110,0	13,2	62,1
Réunion	489	32	39	598	497	977	22	32,8	88,2	83,1	163,3
<b>Régions d'outre-mer (ROM)</b>	<b>1 036</b>	<b>114</b>	<b>143</b>	<b>1 157</b>	<b>343</b>	<b>979</b>	<b>133</b>	<b>26,8</b>	<b>99,2</b>	<b>29,7</b>	<b>84,6</b>
<b>France</b>	<b>286</b>	<b>75</b>	<b>75</b>	<b>357</b>	<b>48</b>	<b>389</b>	<b>68</b>	<b>18,6</b>	<b>88,1</b>	<b>13,5</b>	<b>109,1</b>

Source : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux ; INSEE (population totale en 2016 - année de référence 2013) ; calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte.

Hors gestion active de la dette.